

Rapport financier intermédiaire pour la période close le 31 mars 2018

LOGISTEC

T1 2018

Produits

(en millions de dollars canadiens)

	2015	2016	2017	2018
Mars	60,4	64,9	60,1	82,4
Juin	89,3	79,6	101,9	
Septembre	115,9	103,1	168,3	
Décembre	92,4	95,8	145,5	
Exercice	358,0	343,3	475,7	

Résultat attribuable aux propriétaires de la Société

(en millions de dollars canadiens)

	2015	2016	2017	2018
Mars	2,5	(0,01)	(1,5)	(9,5)
Juin	6,7	1,0	4,8	
Septembre	12,1	9,2	11,0	
Décembre	7,9	8,9	13,2	
Exercice	29,1	18,9	27,4	

Résultat par action total ⁽¹⁾

(en dollars canadiens)

	2015	2016	2017	2018
Mars	0,20	(0,01)	(0,13)	(0,75)
Juin	0,54	0,07	0,37	
Septembre	0,97	0,71	0,83	
Décembre	0,63	0,71	1,01	
Exercice	2,34	1,48	2,11	

⁽¹⁾ Pour le résultat par action par catégorie d'action, veuillez vous référer au tableau Données financières trimestrielles choisies à la page 4.



À nos actionnaires

Au cours du premier trimestre de 2018, les produits consolidés se sont élevés à 82,4 millions \$, une hausse de 22,4 millions \$, ou 37,2 %, par rapport à la même période de 2017. Les produits du secteur des services maritimes ont augmenté de 53,2 % et sont passés de 41,3 millions \$ à 63,3 millions \$, tandis que les produits du secteur des services environnementaux ont atteint 19,2 millions \$, une hausse de 0,4 million \$, ou 2,1 %, par rapport au premier trimestre de 2017.

Les activités de manutention de marchandises ont été très soutenues au cours du premier trimestre. Nous avons aussi tiré profit du premier mois d'exploitation de Gulf Stream Marine Inc., dont l'acquisition au début de mars nous a permis d'ajouter de nouveaux terminaux situés dans la région du golfe du Mexique. L'intégration de nos équipes s'est bien déroulée et nous sommes convaincus que des synergies positives s'en dégageront. Nous sommes satisfaits des résultats de nos services maritimes.

Le premier trimestre de 2018 s'est soldé par une perte consolidée attribuable aux propriétaires de la Société de 9,5 millions \$ comparativement à une perte de 1,5 million \$ au premier trimestre de 2017. La perte attribuable aux propriétaires de la Société s'est traduite par une perte de base et diluée totale par action de 0,75 \$, dont 0,72 \$ était attribuable aux actions ordinaires de catégorie A et 0,80 \$ était attribuable aux actions subalternes à droit de vote de catégorie B. Cette perte plus élevée découle essentiellement de l'acquisition de FER-PAL Construction Ltd., laquelle, comme Sanexen, est très influencée par le caractère saisonnier des activités. Il est peu probable de dégager des produits du secteur des services environnementaux issus des activités d'Aqua-Pipe ou des activités de restauration de sites durant les mois d'hiver au Canada. Nous profitons donc de ces mois pour alimenter notre carnet de commandes et pour préparer nos gens à la période occupée.

Perspectives

Les perspectives demeurent favorables. Nous pourrions tabler sur les acquisitions stratégiques et pertinentes effectuées au cours des douze derniers mois et nous nous attendons aussi à de bons résultats de la part de nos services traditionnels. Nous investissons dans nos gens de talent en vue de poursuivre notre stratégie de développement, tout en procédant à l'intégration de nos acquisitions récentes et en veillant à ce que les activités de nos secteurs maritimes et environnementaux affichent une performance solide. L'année s'annonce donc des plus stimulantes.

(signé) George R. Jones
George R. Jones
Le président du conseil

(signé) Madeleine Paquin
Madeleine Paquin, C.M.
La présidente et chef de la direction

Le 10 mai 2018

Introduction

Le présent rapport de gestion traite des activités, des résultats et de la situation financière de LOGISTEC Corporation pour les trimestres clos le 31 mars 2018 et le 25 mars 2017. Toutes les données financières contenues dans ce rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ci-joints ont été dressées conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), au moyen des mêmes méthodes que celles décrites à la note 2 des notes annexes aux états financiers consolidés audités 2017, à l'exception de ce qui est décrit aux notes 3 et 4 des notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés T1 2018. Dans le présent rapport, sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Nos activités

La Société est constituée au Québec et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les activités de LOGISTEC Corporation, ses filiales et ses coentreprises (collectivement, « LOGISTEC », la « Société », « nous », « notre » ou « nos ») se divisent en deux secteurs : les services maritimes et les services environnementaux.

Services maritimes

LOGISTEC Corporation offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime et industrielle. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans quelque 35 ports et 58 terminaux à l'échelle de l'Amérique du Nord. Elle est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation.

Les autres services maritimes offerts incluent des services de transport maritime côtier principalement vers l'Arctique, des services de transport ferroviaire sur courte distance ainsi que des services d'agences maritimes aux armateurs et exploitants de navires étrangers desservant le marché canadien.

Services environnementaux

La Société, par l'intermédiaire de ses filiales Sanexen Services Environnementaux inc. (« Sanexen ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), offre à une clientèle industrielle et municipale ainsi qu'à d'autres entités gouvernementales des services environnementaux incluant la réhabilitation structurale sans tranchée de conduites d'eau souterraines, la gestion des matières réglementées, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

Données financières trimestrielles choisies

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action)

	T1	T2	T3	T4	Exercice
	\$	\$	\$	\$	\$
2018					
Produits	82 442				
Perte attribuable aux propriétaires de la Société	(9 477)				
Résultat de base par action ordinaire de catégorie A ⁽¹⁾	(0,72)				
Résultat de base par action subalterne à droit de vote de catégorie B ⁽²⁾	(0,80)				
Résultat de base total par action	(0,75)				
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,72)				
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,80)				
Résultat dilué total par action	(0,75)				
2017					
Produits	60 071	101 861	168 314	145 497	475 743
Perte attribuable aux propriétaires de la Société	(1 530)	4 789	10 955	13 212	27 426
Résultat de base par action ordinaire de catégorie A ⁽¹⁾	(0,12)	0,38	0,84	1,01	2,14
Résultat de base par action subalterne à droit de vote de catégorie B ⁽²⁾	(0,13)	0,41	0,93	1,12	2,35
Résultat de base total par action	(0,13)	0,39	0,88	1,05	2,23
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,12)	0,36	0,80	0,97	2,02
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,13)	0,39	0,88	1,06	2,22
Résultat dilué total par action	(0,13)	0,37	0,83	1,01	2,11

⁽¹⁾ Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »)

⁽²⁾ Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »)

Caractère saisonnier des activités

Les activités sont influencées par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Cela est particulièrement vrai pour la plupart de nos services environnementaux qui nécessitent l'excavation des sols, ce qui est plus difficile en hiver. Cette année, les activités de FER-PAL, qui offre peu, voire aucun, service durant l'hiver ont contribué davantage à cette situation.

Les services maritimes sont également influencés par le caractère saisonnier des activités. Durant l'hiver, nos activités liées au transport maritime côtier vers l'Arctique sont pour ainsi dire en arrêt, tandis que nos activités de manutention de marchandises subissent les contrecoups de la fermeture de la Voie maritime du Saint-Laurent. Il y a, par conséquent, très peu d'activité sur les Grands Lacs, alors que celles sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le second trimestre ont toujours eu un niveau d'activité plus bas et ont obtenu des résultats plus faibles que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

Acquisition d'entreprise

Le 1^{er} mars 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans GSM Maritime Holdings, LLC, le propriétaire ultime de Gulf Stream Marine, Inc. (« GSM »), qui offre des services de manutention de marchandises sur la côte américaine du golfe du Mexique à une clientèle variée, pour un prix d'achat de 67,6 millions \$ US (85,6 millions \$ CA), sous réserve de certains ajustements. Cette acquisition élargit le réseau de terminaux portuaires de la Société et positionne stratégiquement LOGISTEC dans cette région. En raison du court laps de temps entre la date d'acquisition et la date de publication des présents états financiers consolidés, la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris n'a pas encore été déterminée. Par conséquent, la comptabilisation initiale de la transaction n'est pas terminée. L'acquisition a été financée par la facilité de crédit renouvelable de la Société.

Cette acquisition élargit le réseau de terminaux portuaires de la Société sur la côte américaine du golfe du Mexique.

Veuillez vous référer à la note 7 des notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés T1 2018 pour de plus amples renseignements sur l'acquisition de cette entreprise.

Résultats

Produits

Les produits consolidés ont totalisé 82,4 millions \$ au premier trimestre de 2018, une hausse de 22,4 millions \$, ou 37,2 %, par rapport à 60,1 millions \$ pour la période équivalente de 2017. La force du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence défavorable de 1,8 million \$ sur les produits consolidés au premier trimestre de 2018, contrairement au taux de change du premier trimestre de 2017.

Au premier trimestre de 2018, les produits du secteur des services maritimes ont atteint 63,3 millions \$, en hausse de 22,0 millions \$, ou 53,2 %, par rapport au premier trimestre de 2017. Cette hausse est attribuable à deux facteurs : une augmentation générale des volumes dans nos terminaux de vrac et de marchandises diverses, qui ont connu un regain dans le trimestre actuel par rapport à la même période de l'exercice 2017, et l'acquisition de GSM, qui a généré des ventes additionnelles de 8,0 millions \$ au premier trimestre de 2018.

Les produits du secteur des services environnementaux sont demeurés stables, s'établissant à 19,2 millions \$, par rapport à 18,8 millions \$ au premier trimestre de 2017.

Charge au titre des avantages du personnel

La charge au titre des avantages du personnel a augmenté de 14,6 millions \$ pour atteindre 46,4 millions \$ au premier trimestre de 2018, une augmentation importante comparativement à 31,8 millions \$ au trimestre équivalent de 2017. Cette augmentation est attribuable à l'acquisition de FER-PAL et à celle de GSM, qui représentent à elles deux une valeur totale de 9,0 millions \$. Le ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits consolidés s'est établi à 56,2 %, comparativement à 52,9 % à la même période de l'exercice précédent. Ce ratio plus élevé de la charge est attribuable en partie à la composition des produits du secteur des services environnementaux, celui-ci ayant un ratio en moyenne plus élevé de la charge du personnel sur les produits. Il est également attribuable au caractère saisonnier de nos acquisitions d'entreprises en 2017 et en 2018, qui ont fait

augmenter la portion fixe de la charge au titre des avantages du personnel au premier trimestre de 2018, comparativement à la même période de l'exercice précédent.

Charge relative au matériel et fournitures

La charge relative au matériel et fournitures s'est établie à 24,3 millions \$ au premier trimestre de 2018, soit une hausse de 7,1 millions \$, ou 40,9 %, comparativement à 17,3 millions \$ au premier trimestre de 2017. Cette hausse correspond à l'augmentation des produits. La proportion de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits consolidés de 29,5 % était stable pour le premier trimestre de 2018, comparativement à 28,8 % au premier trimestre de 2017.

Autres charges

Les autres charges se sont élevées à 6,1 millions \$, soit une variation de 2,5 millions \$, ou 69,0 %, comparativement au premier trimestre de 2017. Comme indiqué précédemment, cette variation découle surtout des deux nouvelles acquisitions réalisées au cours des douze derniers mois.

Autres profits et pertes

Les autres profits et pertes ont fluctué de 1,5 million \$, passant de 1,7 million \$ au premier trimestre de 2017 à 0,2 million \$ au cours du trimestre actuel. Au premier trimestre de 2017, nous avons comptabilisé un profit non récurrent de 1,7 million \$ tiré de la sortie d'immobilisations corporelles après la perte de notre concession de Saint John (NB).

Résultat de la période et résultat par action

Au total, la Société a affiché une perte pour la période de 8,3 millions \$ au premier trimestre de 2018, dont un résultat de 1,2 million \$ était attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, entraînant une perte attribuable aux propriétaires de la Société de 9,5 millions \$. Cela s'est traduit par une perte diluée totale par action de 0,75 \$, dont 0,72 \$ était attribuable aux actions de catégorie A et 0,80 \$ était attribuable aux actions de catégorie B.

Les résultats de notre secteur des services maritimes ont essentiellement tenu le cap par rapport au trimestre correspondant de 2017. Sur le plan de l'exploitation, nos activités de manutention de marchandises ont néanmoins présenté de meilleurs résultats qu'en 2017, compte non tenu des coûts autres que ceux liés à l'exploitation comptabilisé durant le trimestre courant et du profit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles comptabilisé durant le premier trimestre 2017.

La perte plus élevée enregistrée au cours du trimestre est attribuable au secteur des services environnementaux, qui est particulièrement influencé par les conditions climatiques en hiver, étant donné que ses activités, qu'elles soient liées à Aqua-Pipe ou à la restauration de sites, nécessitent l'excavation et la manipulation du sol. Nous devons continuer à acquitter les frais fixes durant l'hiver et ceux-ci ont fait l'objet d'une hausse importante découlant de la consolidation de FER-PAL, ce qui explique la perte plus importante que nous avons inscrite au cours du premier trimestre de 2018.

Tous les autres postes des états consolidés intermédiaires résumés des résultats ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires habituels.

Dividendes

Le 16 mars 2018, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,0825 \$ par action de catégorie A et de 0,09075 \$ par action de catégorie B, pour un montant total de 1,1 million \$. Ces dividendes ont été versés le 20 avril 2018 aux actionnaires inscrits le 6 avril 2018.

Le 10 mai 2017, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,0825 \$ par action de catégorie A et de 0,09075 \$ par action de catégorie B, pour un montant total de 1,1 million \$. Ces dividendes seront versés le 6 juillet 2018 aux actionnaires inscrits le 22 juin 2018.

Tous les dividendes mentionnés ci-dessus étaient déterminés aux fins de l'Agence du revenu du Canada. Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. Bien que LOGISTEC n'ait pas de politique formelle de dividendes, à ce jour, la pratique a été de distribuer régulièrement des dividendes trimestriels avec des hausses modestes au cours des années.

Situation de trésorerie et sources de financement

Gestion du capital

La stratégie financière et les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont décrits à la note 5 des notes annexes aux états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2017 et ont été appliqués de façon constante au cours du premier trimestre de 2018. Veuillez vous référer également à la note 6 des notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés T1 2018 pour une mise à jour de l'information concernant la gestion du risque financier.

Sources de financement

Au 31 mars 2018, le total de l'actif s'établissait à 579,7 millions \$, soit une hausse de 67,2 millions \$ par rapport au solde de clôture de 512,5 millions \$ au 31 décembre 2017. Comme indiqué précédemment, cette augmentation découle surtout de l'acquisition de GSM.

La trésorerie et équivalents de trésorerie se situait à 5,1 millions \$ à la clôture du premier trimestre de 2018, en hausse de 1,2 million \$ par rapport au solde de clôture de 4,0 millions \$ au 31 décembre 2017. Les facteurs suivants ont eu la plus grande incidence sur cette hausse :

(en milliers de dollars)

À la hausse :	
Émission de la dette à long terme, nette du remboursement	78 986
Dotation aux amortissements	6 083
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	25 328
	110 397
À la baisse :	
Perte de la période	(8 326)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(4 673)
Impôt sur le résultat payé	(6 833)
Émission de billet à recevoir	(5 067)
Acquisition d'entreprises	(83 257)
	(108 156)

Fonds de roulement

Au terme du premier trimestre de 2018, le fonds de roulement s'établissait à 61,8 millions \$ pour un ratio de 1,66:1, ce qui s'apparente au fonds de roulement de 70,2 millions \$ pour un ratio de 1,65:1 au 31 décembre 2017.

Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société

Les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société s'élevaient à 219,7 millions \$ au 31 mars 2018. L'ajout de la dette à long terme se traduit en une capitalisation de 381,0 millions \$ pour un ratio d'endettement de 42,3 %.

Au 10 mai 2018, 7 405 522 actions de catégorie A et 5 263 784 actions de catégorie B étaient émises et en circulation. Chaque action de catégorie A est convertible en une action de catégorie B en tout temps au gré du porteur. Veuillez vous référer à la note 8 des notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés T1 2018 pour les détails additionnels concernant le capital social de la Société.

Coentreprise importante

Comme présenté à la note 20 des notes annexes aux états financiers consolidés 2017, la Société détient plusieurs participations dans des coentreprises. La Société n'a qu'une seule coentreprise importante, Terminal Termont inc., dont les activités s'intègrent bien à ses activités principales.

Le tableau suivant présente les informations financières de Terminal Termont inc. à 100 %. La Société détient une participation de 50 % dans cette coentreprise.

(en milliers de dollars)

	Au 31 mars 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
État de la situation financière		
Total de l'actif	44 199	43 490
Total du passif	179	298
	Pour les trimestres clos les 31 mars 2018 \$	25 mars 2017 \$
État des résultats		
Produits	879	815
Quote-part du résultat tiré d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	292	1 038
Résultat de la période	829	1 529

Autres postes des états consolidés de la situation financière

Situation financière aux (en millions de dollars)	31 mars 2018 \$	31 décembre 2017 \$	Var. \$	Var. %	Explication de la variation
Créances clients et autres débiteurs	121,3	153,3	(32,0)	(20,9)	La variation s'explique par l'effort soutenu de recouvrement dans le secteur des services environnementaux au premier trimestre de 2018, comparativement au quatrième trimestre de 2017.
Goodwill	152,3	108,6	43,7	40,3	L'augmentation découle principalement de l'acquisition de GSM, comme indiqué dans la rubrique Acquisition d'entreprises du présent rapport de gestion.
Immobilisations corporelles	176,1	156,7	19,4	12,4	La hausse résulte principalement des dépenses en immobilisations corporelles (y compris l'acquisition d'une entreprise dont les actifs se chiffrent à 24,2 millions \$), lesquelles étaient supérieures à la dotation à l'amortissement de 4,8 millions \$.
Actifs financiers non courants	12,5	8,0	4,5	56,9	L'augmentation découle d'un billet à recevoir émis envers une entreprise associée pour l'acquisition des actifs.
Autres immobilisations incorporelles	40,8	14,9	25,9	174,0	L'augmentation découle principalement de l'acquisition de GSM, comme indiqué dans la rubrique Acquisition d'entreprises du présent rapport de gestion.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	71,8	85,2	(13,3)	(15,7)	La baisse reflète le niveau d'activité moins élevé dans tous nos secteurs d'activité au premier trimestre de 2018 comparativement au quatrième trimestre de 2017.
Tranche courante de la dette à long terme	3,6	5,4	(1,8)	(33,7)	La variation résulte de l'augmentation de 78,0 millions \$ de la dette à long terme, dont 82 millions \$ sont liés à l'acquisition d'une entreprise dans le secteur des services maritimes et au remboursement de la dette à long terme de 12,0 millions \$ provenant des flux de trésorerie générés par les améliorations apportées à notre fonds de roulement, comme indiqué dans la rubrique Situation de trésorerie et sources de financement du présent rapport de gestion.
Dette à long terme	157,7	78,0	79,8	102,3	
Passifs d'impôt différé	24,8	14,5	10,3	71,1	L'augmentation découle principalement de l'acquisition de GSM. Par suite de cette transaction, LOGISTEC a comptabilisé un passif d'impôt différé de 10,0 millions \$ au 31 mars 2018.
Capital social	34,1	29,0	5,0	17,5	La variation au 31 mars 2018 résulte de l'émission de 1/5 du capital social devant être émis après l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle de Sanexen en 2016.
Capital social devant être émis	14,7	19,8	(5,1)	(25,8)	

Tous les autres postes des états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires habituels au cours du premier trimestre de 2018.

Adoption des nouvelles normes IFRS et des normes IFRS modifiées

Normes comptables publiées et adoptées

Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté les normes suivantes :

IFRS 9, *Instruments financiers*

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à l'IFRS 9. La Société a adopté l'IFRS 9 selon l'approche rétrospective et a choisi de ne pas retraiter les informations comparatives de l'exercice précédent, comme l'autorise la norme. Les exigences en matière de comptabilité de couverture de l'IFRS 9 seront appliquées de façon prospective au 1^{er} janvier 2018. La Société a terminé son évaluation de l'incidence de cette nouvelle norme et a établi que l'adoption de celle-ci n'aura aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés, mises à part les informations supplémentaires à fournir dans les notes qui sont décrites aux notes 3 et 4 ci-après.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à l'IFRS 15. La Société a adopté l'IFRS 15 selon l'approche rétrospective modifiée. La Société a terminé son évaluation de l'incidence de cette nouvelle norme et a établi que l'adoption de celle-ci n'aura aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés, mises à part les informations supplémentaires à fournir dans les notes qui sont décrites aux notes 3 et 4 ci-après.

Normes et interprétation comptables publiées, mais non encore appliquées

La norme comptable suivante a été publiée : IFRS 16, *Contrats de location*. L'interprétation suivante a été publiée : IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (IAS 12).

Veuillez vous référer à la note 3 pour obtenir plus de détails.

Régie d'entreprise

Conformément aux exigences du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la présidente et chef de la direction et le vice-président, finances ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »). Ils sont assistés dans ces responsabilités par un comité directeur de la certification, lequel est composé de membres de la haute direction de la Société incluant les deux cadres supérieurs mentionnés précédemment.

Ils ont révisé ce rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires résumés T1 2018 et les notes s'y rapportant (les « documents intermédiaires »). À leur connaissance, les documents intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents intermédiaires. À leur connaissance, les états financiers consolidés intermédiaires résumés T1 2018 et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux dates de clôture des périodes présentées dans ses documents intermédiaires ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

La présidente et chef de la direction et le vice-président, finances ont conclu que la conception des CPCI fournissait une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur a été communiquée de façon opportune lors de la préparation des documents intermédiaires, et que l'information qui doit être présentée dans les documents intermédiaires a été enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits.

La présidente et chef de la direction ainsi que le vice-président, finances ont également conçu ou fait concevoir sous leur supervision le CIIF pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS, les principes comptables généralement reconnus de la Société.

L'évaluation par la direction de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société exclut les contrôles, les conventions et les procédures visant FER-PAL, acquise le 6 juillet 2017 et GSM, acquise le 1^{er} mars 2018. La Société dispose d'un an à compter de la date d'acquisition pour effectuer cette analyse et mettre en œuvre les contrôles internes jugés nécessaires.

Il n'y a eu aucune modification apportée au CIIF de la Société au cours du premier trimestre de 2018 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF de la Société.

Perspectives

Malgré un recul de notre résultat par rapport au premier trimestre de 2017, nous sommes d'avis que les perspectives demeurent favorables cette année.

Les résultats du trimestre actuel ont été tributaires du caractère saisonnier de nos activités, plus particulièrement dans le secteur des services environnementaux, qui nécessite le maintien de nos coûts fixes durant l'hiver, en dépit d'un niveau d'activité moins élevé. Néanmoins, les activités du premier trimestre de 2018 laissent entrevoir des signes prometteurs pour l'année.

La totalité de l'augmentation de nos produits au cours du trimestre actuel est attribuable au secteur des services maritimes, et ce, même si les activités de GSM sont prises en compte depuis un seul mois. Cela nous indique que l'élan avec lequel nous avons renoué en 2017 semble perdurer en 2018 et que l'acquisition de GSM renforcera davantage notre positionnement dans ce secteur en 2018.

La possibilité à nouveau envisageable que les autorités américaines imposent des droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium constitue un enjeu éventuel. Bien que ce scénario puisse créer des incertitudes à l'égard des importations vers les États-Unis dans un avenir rapproché, nous sommes d'avis que ces droits de douane ne seront pas institués à long terme, et que les activités d'importation reprendront leur cours normal. Nos résultats trimestriels dans ce secteur ont aussi été touchés par les coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises, qui ne seront pas récurrents.

Les perspectives du secteur des services environnementaux sont très favorables, les carnets de commandes de Sanexen et de FER-PAL se remplissant à vue d'œil pour l'exercice courant. En outre, nous avons fait beaucoup de marketing direct auprès des municipalités américaines et des districts de distribution d'eau à l'égard de notre technologie Aqua-Pipe, et la réaction initiale, de même que le niveau d'intérêt suscité, ont été encourageants. Nous sommes persuadés que nous pourrions compter sur une meilleure pénétration du marché américain sur le plan des services de réhabilitation.

Enfin, nous demeurons à l'affût en ce qui concerne l'expansion de l'entreprise. Comme à l'accoutumée, nos objectifs consistent à maintenir le cap sur notre croissance et à repérer des occasions d'affaires qui procureront des avantages à nos actionnaires.

Ce rapport de gestion ainsi que le rapport annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la notice annuelle, la circulaire d'information de même que la divulgation et l'analyse de la rémunération sont tous déposés

sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com) et certains de ces documents peuvent également être consultés sur le site Internet de LOGISTEC (www.LOGISTEC.com), dans la section « Investisseurs ».

Les rapports financiers intermédiaires et les communiqués de presse financiers peuvent aussi être consultés sur le site Internet de SEDAR et sur le site Internet de LOGISTEC.

En vue d'informer les actionnaires et les investisseurs potentiels sur les perspectives de la Société, les rubriques du présent document peuvent contenir des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières, au sujet des activités de la Société, ses performances, sa situation financière et en particulier l'espérance de succès des efforts de la Société dans le développement et la croissance de ses affaires. Ces énoncés prospectifs expriment, en date du présent document, les estimations, prévisions, projections, attentes ou opinions de la Société à l'égard d'événements ou résultats futurs. Bien que la Société estime que les attentes suscitées par ces énoncés prospectifs sont basées sur des fondements et des hypothèses valables et raisonnables, ces énoncés prospectifs sont intrinsèquement sujets à des incertitudes et contingences importantes, dont plusieurs sont au-delà du contrôle de la Société, de sorte que le rendement de la Société pourrait différer sensiblement du rendement prévisionnel exprimé ou présenté dans de tels énoncés prospectifs.

Les risques et incertitudes importants qui pourraient faire différer de façon significative les résultats réels et les événements futurs des attentes actuelles exprimées sont examinés sous la rubrique « Risques d'affaires » du rapport annuel de la Société et incluent, sans s'y restreindre, les performances des économies locales et internationales et leur effet sur les volumes de livraison, les conditions climatiques, les relations avec la main-d'œuvre, le niveau des prix et les activités de marketing des concurrents. Les lecteurs du présent document sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour ni à réviser ces énoncés prospectifs, à moins que la loi ne l'exige.

(signé) Jean-Claude Dugas
Jean-Claude Dugas, CPA, CA
Vice-président, finances

Le 10 mai 2018

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants par action et le nombre d'actions)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

États consolidés intermédiaires résumés des résultats

		Pour les trimestres clos les	
		31 mars 2018 \$	25 mars 2017 \$
Produits	10	82 442	60 071
Charge au titre des avantages du personnel		(46 366)	(31 806)
Matériel et fournitures		(24 338)	(17 274)
Charge locative		(9 061)	(6 933)
Autres charges		(6 146)	(3 636)
Dotation aux amortissements		(6 083)	(4 026)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		70	407
Autres profits et pertes		215	1 730
Résultat d'exploitation		(9 267)	(1 467)
Charges financières		(887)	(395)
Produits financiers		83	83
Résultat avant impôt		(10 071)	(1 779)
Impôt sur le résultat		1 745	220
Résultat de la période		(8 326)	(1 559)
Résultat attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		(9 477)	(1 530)
Participations ne donnant pas le contrôle		1 151	(29)
Résultat de la période		(8 326)	(1 559)
Résultat de base par action ordinaire de catégorie A ⁽¹⁾		(0,72)	(0,12)
Résultat de base par action subalterne à droit de vote de catégorie B ⁽²⁾		(0,80)	(0,13)
Résultat dilué par action de catégorie A		(0,72)	(0,12)
Résultat dilué par action de catégorie B		(0,80)	(0,13)
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, de base et dilué		7 405 922	7 412 255
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, de base		5 163 331	4 739 603
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, dilué		5 722 088	5 491 515

⁽¹⁾ Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »)

⁽²⁾ Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »)

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global

	Pour les trimestres clos les	
	31 mars 2018 \$	25 mars 2017 \$
Perte de la période	(8 326)	(1 559)
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats		
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	1 977	(164)
Profits sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	4	-
Impôt sur le résultat lié aux dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(1)	-
Total des éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats	1 980	(164)
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats		
Rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période	(186)	373
Impôt sur le résultat sur les pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et sur le rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période	49	(100)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats	(137)	273
Autres éléments du résultat global de la période, après impôt sur le résultat	1 843	109
Résultat global total de la période	(6 483)	(1 450)
Résultat global total attribuable aux :		
Propriétaires de la Société	(7 646)	(1 421)
Participations ne donnant pas le contrôle	1 163	(29)
Résultat global total de la période	(6 483)	(1 450)

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière

	Notes	Au 31 mars 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		5 149	3 963
Créances clients et autres débiteurs		121 297	153 342
Travaux en cours		6 735	5 306
Actifs d'impôt exigible		5 739	494
Autres actifs financiers		1 033	1 055
Charges payées d'avance		3 589	2 775
Stocks		11 313	11 550
		154 855	178 485
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		32 067	34 350
Immobilisations corporelles		176 102	156 691
Goodwill	7	152 251	108 557
Autres immobilisations incorporelles		40 838	14 903
Autres actifs non courants		1 779	1 658
Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi		—	606
Actifs financiers non courants		12 526	7 984
Actifs d'impôt différé		9 282	9 218
Total de l'actif		579 700	512 452
Passif			
Passif courant			
Emprunts bancaires à court terme		9 066	9 829
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		71 834	85 174
Produits différés		4 854	2 252
Passifs d'impôt exigible		1 303	3 699
Dividendes à payer		1 089	1 075
Tranche courante de la dette à long terme	12	3 615	5 447
Provisions		1 331	813
		93 092	108 289
Dette à long terme	12	157 719	77 957
Provisions		773	771
Passifs d'impôt différé		24 781	14 488
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi		14 520	14 778
Produits différés		3 633	3 733
Passifs financiers non courants		62 133	61 641
Total du passif		356 651	281 657
Engagements, passifs éventuels et garanties			
Capitaux propres			
Capital social	8	34 107	29 019
Capital social devant être émis	8	14 717	19 820
Résultats non distribués		162 267	173 129
Cumul des autres éléments du résultat global		8 574	6 606
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société		219 665	228 574
Participations ne donnant pas le contrôle		3 384	2 221
Total des capitaux propres		223 049	230 795
Total du passif et des capitaux propres		579 700	512 452

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres

	Notes	Attribuable aux propriétaires de la Société							
		Cumul des autres éléments du résultat global						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital Social \$	Capital social devant être émis \$	Couvertures de flux de trésorerie \$	Conversion des devises \$	Résultats non distribués \$	Total \$		
Solde au 1^{er} janvier 2018		29 019	19 820	138	6 468	173 129	228 574	2 221	230 795
Résultat de la période		–	–	–	–	(9 477)	(9 477)	1 151	(8 326)
Autres éléments du résultat global									
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		–	–	–	1 965	–	1 965	12	1 977
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période, après impôt sur le résultat		–	–	–	–	(137)	(137)	–	(137)
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		–	–	3	–	–	3	–	3
Résultat global total de la période		–	–	3	1 965	(9 614)	(7 646)	1 163	(6 483)
Rachat des actions de catégorie A	8	–	–	–	–	(32)	(32)	–	(32)
Émission et rachat des actions de catégorie B	8	(15)	–	–	–	(127)	(142)	–	(142)
Émission et rachat de capital social		5 103	(5 103)	–	–	–	–	–	–
Dividendes sur actions de catégorie A	8	–	–	–	–	(611)	(611)	–	(611)
Dividendes sur actions de catégorie B	8	–	–	–	–	(478)	(478)	–	(478)
Solde au 31 mars 2018		34 107	14 717	141	8 433	162 267	219 665	3 384	223 049

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (suite)

	Notes	Attribuable aux propriétaires de la Société							
		Cumul des autres éléments du résultat global						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital social \$	Capital social devant être émis \$	Couvertures de flux de trésorerie \$	Conversion des devises \$	Résultats non distribués \$	Total \$		
Solde au 1^{er} janvier 2017		15 618	24 898	(4)	9 255	151 616	201 383	1 798	203 181
Résultat de la période		–	–	–	–	(1 530)	(1 530)	(29)	(1 559)
Autres éléments du résultat global									
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		–	–	–	(164)	–	(164)	–	(164)
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période, après impôt sur le résultat		–	–	–	–	273	273	–	273
Résultat global total de la période		–	–	–	(164)	(1 257)	(1 421)	(29)	(1 450)
Rachat des actions de catégorie A	8	–	–	–	–	(21)	(21)	–	(21)
Émission et rachat des actions de catégorie B	8	187	(209)	–	–	(301)	(323)	–	(323)
Participation ne donnant pas le contrôle découlant de l'acquisition d'une entreprise		–	–	–	–	–	–	2 545	2 545
Dividendes sur actions de catégorie A	8	–	–	–	–	(556)	(556)	–	(556)
Dividendes sur actions de catégorie B	8	–	–	–	–	(391)	(391)	–	(391)
Solde au 25 mars 2017		15 805	24 689	(4)	9 091	149 090	198 671	4 314	202 985

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

	Notes	Pour les trimestres clos les	
		31 mars 2018 \$	25 mars 2017 \$
Activités d'exploitation			
Perte de la période		(8 326)	(1 559)
Éléments sans effet sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		6 640	2 546
Trésorerie liée aux activités d'exploitation		(1 686)	987
Dividendes reçus des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		2 346	500
Cotisations en vertu des régimes de retraite à prestations définies		(294)	(201)
Règlement des provisions		(43)	(138)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		25 328	23 294
Impôt sur le résultat payé		(6 833)	(917)
		18 818	23 525
Activités de financement			
Variation nette des emprunts bancaires à court terme		(763)	98
Émission de la dette à long terme		90 958	10 328
Remboursement de la dette à long terme		(11 972)	(23 747)
Intérêts payés		(795)	(399)
Rachat des actions de catégorie A	8	(32)	(21)
Rachat des actions de catégorie B	8	(142)	(322)
Dividendes versés sur les actions de catégorie A		(611)	(555)
Dividendes versés sur les actions de catégorie B		(464)	(392)
		76 179	(15 010)
Activités d'investissement			
Remboursement par un client d'un placement dans un contrat de service		—	865
Intérêts perçus		86	92
Rachat d'une participation ne donnant pas le contrôle		(157)	(666)
Acquisition d'entreprises	7	(85 634)	(5 805)
Trésorerie acquise lors de l'acquisition d'une entreprise	7	2 377	—
Billet à recevoir		(5 067)	—
Acquisition d'immobilisations corporelles		(4 673)	(7 571)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles		25	2 094
Acquisition d'autres actifs financiers non courants		—	(179)
Remboursement d'autres actifs financiers non courants		52	47
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(3)	—
Acquisition d'autres actifs non courants		(280)	—
Remboursement d'autres actifs non courants		106	23
		(93 168)	(11 100)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		1 829	(2 585)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		3 963	15 971
Effets des variations des cours de change sur le solde de la trésorerie détenue en monnaie étrangère des établissements à l'étranger		(643)	(59)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		5 149	13 327
Renseignements supplémentaires			
Acquisition d'immobilisations corporelles incluse dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs		295	329

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

Au 31 mars 2018 et au 25 mars 2017, et pour les trimestres clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

1. Informations générales

LOGISTEC Corporation (la « Société ») offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime, industrielle et municipale. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans 35 ports à l'échelle de l'Amérique du Nord, en plus d'offrir des services de transport ferroviaire sur courte distance et des services d'agences maritimes aux armateurs et exploitants de navires étrangers desservant le marché canadien. La Société est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation. De plus, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales Sanexen Services Environnementaux inc. (« Sanexen ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), offre des services environnementaux incluant la réhabilitation structurale sans tranchée de conduites d'eau souterraines, la gestion des matières réglementées, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

La Société est constituée au Québec et elle est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. Son siège social est situé au 360, rue Saint-Jacques, bureau 1500, Montréal (QC) H2Y 1P5, Canada.

L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ci-joints de LOGISTEC Corporation sont la responsabilité de la direction et ont été préparés par celle-ci. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités n'ont pas fait l'objet d'un examen par l'auditeur indépendant de la Société.

Les présents états financiers consolidés non audités ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 10 mai 2018.

2. Base d'établissement

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et au moyen des mêmes méthodes comptables que celles décrites à la note 2 des notes annexes aux états financiers consolidés 2017, à l'exception de ce qui est décrit aux notes 3 et 4 ci-dessous.

L'application des principales méthodes comptables de la Société exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés tient compte d'hypothèses importantes formulées par la direction, lesquelles ont été énoncées à la note 4 des notes annexes aux états financiers consolidés 2017.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ne comprennent pas toute l'information requise pour les états financiers annuels et devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2017 de la Société.

3. Adoption des nouvelles normes IFRS et des normes IFRS modifiées

Normes comptables publiées et adoptées

Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté les normes suivantes :

IFRS 9, *Instruments financiers*

L'IFRS 9 énonce les dispositions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et de certains contrats visant l'achat ou la vente d'éléments non financiers. Cette norme remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à l'IFRS 9. La Société a adopté l'IFRS 9 au moyen de l'approche rétrospective et a choisi de ne pas retraiter les informations comparatives de l'exercice précédent, comme l'autorise la norme.

La Société a examiné et évalué ses actifs et passifs financiers actuels au 1^{er} janvier 2018 sur la base des faits et circonstances qui prévalaient à cette date, et en a conclu que l'adoption initiale de l'IFRS 9 a eu les répercussions suivantes sur leur classement et leur évaluation :

- La trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs et les actifs financiers non courants qui étaient classés comme prêts et créances selon l'IAS 39 ont été classés au coût amorti selon l'IFRS 9.
- Les dettes fournisseurs et autres créditeurs, les dividendes à payer, les emprunts bancaires à court terme, la dette à long terme, les régimes d'intéressement à long terme et l'indemnisation des travailleurs qui étaient classés comme autres passifs financiers selon l'IAS 39 ont été classés au coût amorti selon l'IFRS 9.

Selon l'IFRS 9, le modèle des pertes subies de l'IAS 39 est remplacé par un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Ce nouveau modèle de dépréciation s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti, aux actifs sur contrat et aux placements dans des titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, mais ne s'applique pas aux placements dans des instruments de capitaux propres. Selon l'IFRS 9, les pertes de crédit sont comptabilisées plus tôt qu'elles le sont en vertu de l'IAS 39.

La Société a choisi d'évaluer la correction de valeur pour pertes au titre des créances clients et des actifs financiers non courants à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Cette norme comporte également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui accroît l'étendue des éléments couverts admissibles à la comptabilité de couverture et qui permet d'aligner plus étroitement la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Les exigences en matière de comptabilité de couverture de l'IFRS 9 ont été appliquées de façon prospective le 1^{er} janvier 2018. Toutes les relations de couverture désignées selon l'IAS 39 au 31 décembre 2017 répondaient aux critères liés à l'utilisation de la comptabilité de couverture conformément à l'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 et, par conséquent, sont considérées comme des relations de couverture maintenues.

La Société a terminé son évaluation de l'incidence de cette nouvelle norme et a établi que l'adoption de celle-ci n'aura aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés, mises à part celles énoncées précédemment. La Société a révisé ses principales méthodes comptables comme il est énoncé à la note 4 ci-après.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

Au 31 mars 2018 et au 25 mars 2017, et pour les trimestres clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

L'IFRS 15 établit un cadre général pour déterminer la nature, le montant et le calendrier des produits à comptabiliser. Cette norme remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction* et les interprétations connexes.

La Société a adopté l'IFRS 15 au moyen de l'approche rétrospective modifiée et a choisi d'appliquer les dispositions uniquement aux contrats qui n'étaient pas achevés à la date d'adoption initiale de la norme, soit le 1^{er} janvier 2018. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés, mises à part les informations supplémentaires à fournir conformément à cette nouvelle norme qui sont présentées à la note 4.

Les détails relatifs aux plus récentes principales méthodes comptables et la nature des changements par rapport aux méthodes comptables précédentes en ce qui concerne les services offerts par la Société sont communiqués à la note 4 ci-après.

Normes et interprétations comptables publiées, mais non encore appliquées

IFRS 16, *Contrats de location*

L'IFRS 16, publiée en février 2016, précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. La norme présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur, exigeant la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'égard de tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17, *Contrats de location*. La norme sera en vigueur pour les périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers et s'attend à ce qu'elle soit importante. Toutefois, à l'heure actuelle, il est impossible de présenter une estimation raisonnable de l'incidence de cette nouvelle norme.

IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux (IAS 12)*

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux (IAS 12)*, afin d'apporter des éclaircissements sur la façon d'appliquer les dispositions de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, en matière de comptabilisation et d'évaluation en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux.

Cette nouvelle interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société évalue actuellement l'incidence prévue de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

4. Changements aux principales méthodes comptables

La Société a appliqué pour la première fois l'IFRS 9 et l'IFRS 15 le 1^{er} janvier 2018.

Instruments financiers

Les créances clients et les titres de créance sont initialement comptabilisés à la date à laquelle ils sont créés. Tous les autres actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles des instruments. Les actifs financiers, exception faite des créances clients sans composante financement importante, et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Les créances clients sans composante financement importante sont initialement évaluées au prix de transaction.

Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net) sont ajoutés à la

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

Au 31 mars 2018 et au 25 mars 2017, et pour les trimestres clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

juste valeur des actifs et des passifs financiers ou en sont déduits, selon le cas, au moment de la comptabilisation initiale. Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition d'actifs ou de passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés immédiatement en résultat.

ACTIFS FINANCIERS

CLASSEMENT

Tous les actifs financiers qui ne satisfont pas au critère du test lié aux remboursements de principal et aux versements d'intérêts seront classés comme des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Pour ce qui est des actifs financiers qui satisfont au critère précité, le classement au moment de la comptabilisation initiale sera déterminé en fonction du modèle économique selon lequel ces actifs sont gérés. Les actifs financiers gérés selon un modèle économique du type « détention à des fins de transaction » ou « évaluation à la juste valeur » ont été classés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les actifs financiers gérés selon un modèle économique du type « détention aux fins de la perception et de la vente » ont, quant à eux, été classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Enfin, les actifs financiers gérés selon un modèle économique du type « détention aux fins de la perception » ont été classés au coût amorti.

Lors de la comptabilisation initiale des placements dans des instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de transaction, la Société peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations futures de la juste valeur de ces placements. Ce choix se fait sur une base individuelle.

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs et les actifs financiers non courants sont classés au coût amorti.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier et d'affectation des produits d'intérêts au cours de la période correspondante. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les rentrées futures de trésorerie estimatives sur la durée de vie prévue de l'actif financier ou, selon le cas, sur une période plus courte.

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

La Société comptabilise une correction de valeur au montant des pertes de crédit attendues sur les actifs financiers qui sont évalués au coût amorti.

La Société a choisi d'adopter la méthode simplifiée à l'égard de la dépréciation. Cela signifie que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues pour la durée de vie à l'égard des actifs financiers évalués au coût amorti. Celles-ci s'entendent des pertes de crédit attendues de la totalité des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet au cours de sa durée de vie attendue. Les pertes de crédit attendues sont estimées à l'aide d'une matrice des provisions fondée sur l'historique des pertes de crédit de la Société, rajustées en fonction des facteurs propres aux débiteurs, de l'état général de l'économie et d'une appréciation de l'orientation aussi bien actuelle que prévue des conditions ayant cours à la date de clôture, y compris la valeur temps de l'argent, le cas échéant.

La Société estime qu'il y a défaillance d'un actif financier lorsqu'il semble improbable que l'emprunteur puisse rembourser en totalité son crédit.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

Au 31 mars 2018 et au 25 mars 2017, et pour les trimestres clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

DÉCOMPTABILISATION DES ACTIFS FINANCIERS

La Société ne décomptabilise un actif financier que lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif arrivent à expiration ou lorsqu'elle transfère le contrôle ou la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier à une autre partie.

PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers sont classés soit à la juste valeur par le biais du résultat, soit au coût amorti.

CLASSEMENT

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs, les dividendes à payer, les emprunts bancaires à court terme, la dette à long terme, les régimes d'intéressement à long terme et l'indemnisation des travailleurs sont classés au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, et les charges d'intérêts sont constatées selon le rendement effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un passif financier et d'affectation de la charge d'intérêts au cours de la période correspondante. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les décaissements futurs de trésorerie estimatifs sur la durée de vie prévue du passif financier ou, selon le cas, sur une période plus courte.

Les passifs à long terme dus aux actionnaires présentés à la ligne « Passifs financiers non courants » dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière incluent des passifs financiers qui sont classés dans la catégorie des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net.

DÉCOMPTABILISATION DES PASSIFS FINANCIERS

La Société décomptabilise les passifs financiers si, et seulement si, les obligations de la Société sont éteintes, qu'elles sont annulées ou qu'elles sont expirées.

COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

La Société a fait le choix d'adopter le nouveau modèle de comptabilité de couverture général de l'IFRS 9. Ce modèle vise à assurer que les relations de comptabilité de couverture s'harmonisent avec ses objectifs et sa stratégie en matière de gestion du risque et à adopter une approche plus qualitative et prospective en matière d'évaluation de l'efficacité des couvertures.

Comptabilisation des produits

Les produits sont évalués en vertu de l'IFRS 15 en fonction de la contrepartie énoncée dans le contrat conclu avec un client et excluent les montants perçus pour le compte de tiers. La Société comptabilise les produits lorsqu'elle procède au transfert du contrôle d'un service ou d'un produit à un client. La détermination du moment auquel le contrôle est transféré (« à un moment précis » ou « progressivement ») nécessite du jugement. La Société comptabilise les produits des principales sources suivantes :

SECTEUR DES SERVICES MARITIMES

Les produits de la Société découlent des services liés à l'arrimage, au chargement et au déchargement de la marchandise, à l'emportage et au dépotage de conteneurs, aux droits de bassin, au transport routier et ferroviaire, à l'entreposage, et à la livraison/réception par camion. Les produits tirés des services précités sont comptabilisés progressivement, au fur et à mesure que les services sont fournis au cours de la période qui s'étend du moment de l'arrivée des marchandises au moment de leur départ en provenance ou à destination du terminal.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

Au 31 mars 2018 et au 25 mars 2017, et pour les trimestres clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

Les frais d'entreposage relatifs à la marchandise entreposée par des clients aux termes d'ententes à court terme dans les installations de la Société sont comptabilisés progressivement en fonction du temps écoulé.

Pour ce qui est des ententes qui comportent plusieurs obligations de prestation, la contrepartie totale prévue au contrat est répartie entre chacune des obligations de prestation en fonction de leur prix de vente spécifique, et les produits sont comptabilisés lorsque, ou à mesure que, les obligations de prestation sont remplies. Le prix de vente spécifique est déterminé selon les prix courants auxquels la Société vend ses services dans le cadre de transactions distinctes.

SECTEUR DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Les produits de la Société découlent des services environnementaux liés à la réhabilitation structurale sans tranchée de conduites d'eau souterraines, à la gestion des matières réglementées, à la restauration de sites, à l'analyse de risques et à la fabrication de boyaux tissés qu'elle offre à une clientèle industrielle et municipale ainsi qu'à d'autres entités gouvernementales.

Les contrats conclus avec les clients pour les services précités comportent généralement plusieurs obligations de prestation. La Société réalise un important travail d'intégration quant à la prestation des services et, par conséquent, ils sont réputés représenter une seule obligation de prestation distincte. Les produits tirés de ces services sont comptabilisés progressivement en fonction du degré d'avancement des travaux, qui est déterminé par l'examen des travaux exécutés ou sur la base des coûts engagés.

Selon la méthode fondée sur les coûts, le degré d'avancement des travaux à tout moment est évalué en divisant les coûts cumulatifs engagés à la date de clôture par la somme des coûts engagés et des coûts prévus pour l'achèvement d'un contrat. L'effet cumulatif des modifications aux coûts prévus et aux produits attendus pour achever un contrat est comptabilisé au cours de la période pendant laquelle les révisions sont identifiées. Si le total des coûts prévus d'un contrat dépasse le total des produits attendus, la perte qui en résulte est comptabilisée intégralement au cours de la période pendant laquelle elle est confirmée. La détermination des coûts prévus et des produits attendus appropriés nécessite des estimations.

5. Caractère saisonnier des activités

Les activités sont influencées par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Cela est particulièrement vrai pour la plupart de nos services environnementaux qui nécessitent l'excavation des sols, ce qui est plus difficile en hiver. Cette année, les activités de FER-PAL, qui offre peu, voire aucun, service durant l'hiver ont contribué davantage à cette situation.

Les services maritimes sont également influencés par le caractère saisonnier des activités. Durant l'hiver, nos activités liées au transport maritime côtier vers l'Arctique sont pour ainsi dire en arrêt, tandis que nos activités de manutention de marchandises subissent les contrecoups de la fermeture de la Voie maritime du Saint-Laurent. Il y a, par conséquent, très peu d'activité sur les Grands Lacs, alors que celles sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le second trimestre ont toujours eu un niveau d'activité plus bas et ont obtenu des résultats plus faibles que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

6. Gestion du risque financier

Gestion du capital

La Société mesure le ratio d'endettement sur une base trimestrielle. Au 31 mars 2018, le ratio était de 42,3 %, basé sur une dette de 161 334 \$ divisée par une capitalisation de 380 999 \$ (26,7 % au 31 décembre 2017, basé sur 83 404 \$/311 978 \$).

Au 31 mars 2018, la Société satisfaisait à toutes ses obligations au titre des modalités de ses ententes bancaires.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels bien établis, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique. Au total, la Société sert environ 1 880 clients. Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les 20 clients les plus importants ont représenté 51,5 % (49,9 % en 2017) des produits consolidés.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie, en plus du risque de crédit de l'instrument financier, ont été pris en compte dans la détermination de la juste valeur des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Tous les instruments financiers mesurés à la juste valeur à les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière ont été classés selon une hiérarchie comportant trois niveaux, soit :

- Niveau 1 : évaluation fondée sur les cours du marché (non ajustés) observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques
- Niveau 2 : techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs; à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs; à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien
- Niveau 3 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché

Au cours des exercices terminés les 31 mars 2018, il n'y a eu aucun transfert d'instruments financiers entre les niveaux 1, 2 et 3.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

Au 31 mars 2018 et au 25 mars 2017, et pour les trimestres clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

Analyse de sensibilité des instruments de niveau 3

Au 31 mars 2018, toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation de 10% du seuil de performance financière prévu des entreprises acquises se serait traduite par une diminution des résultats nets de 5 000 \$ et une augmentation des passifs totaux du même montant. Une diminution de 10% du seuil de performance financière prévu des entreprises acquises se serait traduite par une augmentation des résultats nets de 5 000 \$ et une diminution des passifs totaux du même montant.

7. Acquisition d'entreprises

Le 1^{er} mars 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans GSM Maritime Holdings, LLC, le propriétaire ultime de Gulf Stream Marine, Inc., qui offre des services de manutention de marchandises sur la côte américaine du golfe du Mexique à une clientèle variée, pour un prix d'achat de 67 600 \$ US (85 634 \$ CA), sous réserve de certains ajustements.

Cette acquisition élargit le réseau de terminaux portuaires de la Société et positionne stratégiquement LOGISTEC dans cette région.

Étant donné le court laps de temps entre la date d'acquisition et la fin de la période de trois mois, la répartition du prix d'achat est provisoire et sera finalisée dès que la Société aura obtenu toute l'information qu'elle juge nécessaire. Au 31 mars 2018, la juste valeur des relations clients, des droits de location et localisation, de la marque et de la technologie imputée aux autres immobilisations incorporelles demeurerait provisoire.

À la date d'acquisition, la juste valeur préliminaire des actifs identifiables acquis et du passif repris sous-jacents était la suivante :

	Total \$ CA
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 377
Actif courant	20 190
Immobilisations corporelles	19 518
Goodwill	42 832
Autres immobilisations incorporelles	26 331
Passif courant	(15 389)
Passifs d'impôt différé	(10 225)
	85 634
Contrepartie de l'achat	
Trésorerie	85 634
	85 634

La répartition du prix d'achat est provisoire et est susceptible de changer lorsque l'évaluation finale des actifs acquis et du passif repris sera terminée.

Avant l'acquisition, un billet à recevoir a été émis, d'un montant de US 4 000 \$ (CA 5 067 \$) envers une entreprise associée, pour acquérir les actifs exclus de la transaction. Ce billet est présenté à la ligne « Actifs financiers non courants » dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière.

Goodwill

Le goodwill découlant de l'acquisition provient principalement des synergies attendues et des immobilisations incorporelles ne répondant pas aux critères de comptabilisation séparée. Le goodwill n'est pas déductible à des fins fiscales.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

Au 31 mars 2018 et au 25 mars 2017, et pour les trimestres clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

Incidence de l'acquisition sur les résultats de la Société

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les produits et la perte attribuables à GSM totalisaient respectivement 8 891 \$ et 319 \$.

Si l'acquisition de cette entreprise avait été effectuée au 1^{er} janvier 2018, les produits et la perte pour la période de la Société se seraient élevés respectivement à 93 535 \$ et à 10 235 \$.

Acquisition de FER-PAL

Le 6 juillet 2017, la Société a acquis 51 % des actions de FER-PAL, une société basée à Toronto (ON) qui utilise notre technologie Aqua-Pipe et qui offre des solutions complètes de réhabilitation des conduites d'eau, pour un prix d'achat total estimé de 49 483 \$.

La composante trésorerie de la contrepartie de l'achat comprend un montant de 5 000 \$ entiercé qui servira à régler les ajustements postérieurs à la date de clôture, en fonction de la performance de FER-PAL pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. À la date d'acquisition, la Société a estimé qu'aucun montant additionnel ne sera exigible et que le prix d'achat ne fera l'objet d'aucune réduction. Au 31 décembre 2017, compte tenu de la performance de FER-PAL plus faible que prévue, un profit estimatif de 5 260 \$ a été comptabilisé et inclus dans le poste Autres profits et pertes, un montant correspondant a été comptabilisé dans les débiteurs et aucun changement n'est survenu au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2018. Le prix d'achat, à la date des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, est assujéti à d'autres ajustements postérieurs à la clôture, ce qui pourrait avoir une incidence future sur les résultats consolidés de la Société.

L'incertitude en ce qui a trait au prix d'achat découle de l'examen continu, par la Société, des résultats de FER-PAL précédant l'acquisition, qui sont importants dans la détermination du rendement pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le prix d'achat et la répartition de ce prix d'achat pour l'acquisition de FER-PAL est provisoire et est susceptible de changer lorsque l'évaluation définitive des actifs acquis et des passifs repris sera terminée. Les principales évaluations, qui n'ont pas encore été achevées, ont trait aux stocks et aux immobilisations corporelles ainsi qu'aux incidences sur le goodwill et l'impôt différé. Une fois ces évaluations achevées, les états financiers consolidés feront l'objet d'un ajustement de façon rétroactive.

8. Capital social

Au cours du premier trimestre de 2018, en vertu du programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités de la Société, 700 (600 en 2017) actions de catégorie A et 3 100 (9 300 en 2017) actions de catégorie B ont été rachetées et annulées pour une contrepartie en trésorerie de 32 \$ (21 \$ en 2017) et 142 \$ (323 \$ en 2017) respectivement. De ce montant, l'excédent sur le capital versé des actions rachetées totalisant 32 \$ (21 \$ en 2017) et 127 \$ (301 \$ en 2017) respectivement a été imputé aux résultats non distribués.

À la suite de la conclusion de l'entente avec Sanexen l'an dernier, au 31 mars 2018, LOGISTEC a émis 154 529 actions de catégorie B à 33,02 \$ par action, réduisant le capital social devant être émis de 19 820 \$ au 31 décembre 2017 à 14 717 \$ au 31 mars 2018.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

Au 31 mars 2018 et au 25 mars 2017, et pour les trimestres clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

Les actions émises et en circulation étaient réparties comme suit :

	Au 31 mars 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
7 405 522 actions de catégorie A (7 406 222 au 31 décembre 2017)	4 895	4 895
5 264 684 actions de catégorie B (5 113 255 au 31 décembre 2017)	29 212	24 124
	34 107	29 019

Au 31 mars 2018, le solde des prêts ne portant pas intérêt accordés en vertu du Régime d'achat d'actions pour les employés (« RAAE ») et remboursables sur deux ans avait une valeur comptable de 315 \$ (423 \$ au 31 décembre 2017). Un solde de 231 750 actions de catégorie B n'a pas encore été attribué en vertu de ce RAAE.

Dividendes

Les dividendes déclarés par action se détaillent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 31 mars 2018 \$	25 mars 2017 \$
Actions de catégorie A	0,083	0,075
Actions de catégorie B	0,091	0,083

9. Transactions entre parties liées

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales, qui sont des parties liées à la Société, ont été éliminés à la consolidation et ne sont pas présentés dans cette note. L'information relative aux transactions entre la Société et les autres parties liées est présentée ci-après.

Transactions commerciales

Les tableaux qui suivent résument les transactions entre parties liées de la Société avec ses coentreprises :

	Pour les trimestres clos les 31 mars 2018 \$	25 mars 2017 \$
Vente de services	628	371
Achat de services	146	450

	Au 31 mars 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Montants dus à des coentreprises	450	1 404
Montants dus par des coentreprises	796	830

Les montants non réglés ne sont pas garantis et seront réglés en espèces. Aucune garantie n'a été donnée ou obtenue.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

Au 31 mars 2018 et au 25 mars 2017, et pour les trimestres clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

Prêts à des parties liées

Les soldes suivants n'étaient pas réglés à la fin des périodes de présentation de l'information financière :

	Au 31 mars 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Principaux dirigeants	84	111

La Société a accordé des prêts à plusieurs de ses principaux dirigeants dans le cadre du RAAE, comme décrit à la note 12.

Transactions avec les actionnaires

L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc. Les transactions effectuées avec les actionnaires de la Société ont été les suivantes :

	Pour les trimestres clos les 31 mars 2018 \$	25 mars 2017 \$
Dividendes payés à Investissements Sumanic inc.	479	436
Dividendes payés à certains principaux dirigeants	31	23

Cotisations aux régimes de retraite

Le total des versements en espèces au titre des avantages futurs du personnel pour le trimestre clos le 31 mars 2018, qui se compose de cotisations patronales en espèces aux régimes de retraite capitalisés, de paiements en espèces versés directement aux bénéficiaires au titre des autres régimes de retraite non capitalisés et de cotisations en espèces aux régimes à cotisations définies, s'est chiffré à 827 \$ (703 \$ en 2017).

Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau suivant présente la rémunération des administrateurs et des autres principaux dirigeants ⁽¹⁾ :

	Pour les trimestres clos les 31 mars 2018 \$	25 mars 2017 \$
Avantages à court terme	1 406	1 400
Avantages postérieurs à l'emploi	160	163
Autres avantages à long terme	285	260
	1 851	1 823

⁽¹⁾ La rémunération des principaux dirigeants inclut la rémunération du président d'une des coentreprises de la Société.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

Au 31 mars 2018 et au 25 mars 2017, et pour les trimestres clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

10. Produits

Les produits se détaillent comme suit :

	Pour les trimestres clos les	
	31 mars 2018	25 mars 2017
	\$	\$
Produits tirés des services de manutention de marchandises	63 262	41 282
Produits tirés des services de réhabilitation de conduites d'eau souterraines	1 105	692
Produits tirés des services de restauration des sites et des services de décontamination	10 159	11 069
Produits tirés de la vente de biens	7 916	7 028
	82 442	60 071

11. Information sectorielle

La Société et ses filiales sont structurées et exercent principalement leurs activités dans deux secteurs à présenter, soit les services maritimes et les services environnementaux. Les méthodes comptables utilisées dans chacun des secteurs sont identiques à celles utilisées aux fins des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

La Société présente de l'information sur ses secteurs à présenter, fondée sur les mesures utilisées par la direction pour l'évaluation du rendement de ces secteurs à présenter. Pour évaluer la performance opérationnelle de ses secteurs, la Société se fonde sur le résultat avant impôt comptabilisé pour chaque secteur.

Secteurs d'exploitation

Le tableau suivant présente les informations financières par secteur d'exploitation :

	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
Pour le trimestre clos le 31 mars 2018			
Produits	63 262	19 180	82 442
Résultat avant impôt	2 132	(12 203)	(10 071)
Au 31 mars 2018			
Total de l'actif	349 555	230 145	579 700
Total du passif	235 461	121 190	356 651
Pour le trimestre clos le 25 mars 2017			
Produits	41 282	18 789	60 071
Résultat avant impôt	2 844	(4 623)	(1 779)
Au 31 décembre 2017			
Total de l'actif	236 173	276 279	512 452
Total du passif	124 764	156 893	281 657

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

Au 31 mars 2018 et au 25 mars 2017, et pour les trimestres clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

Secteurs géographiques

Les produits de la Société provenant des clients externes par pays d'origine et les informations sur ses actifs non courants selon leur emplacement sont détaillés ci-dessous :

Produits	Canada \$	É.-U. \$	Total \$
Pour le trimestre clos le 31 mars 2018	47 263	35 179	82 442
Pour le trimestre clos le 25 mars 2017	40 560	19 511	60 071
Actifs non courants ⁽¹⁾			
Au 31 mars 2018	229 727	173 310	403 037
Au 31 décembre 2017	244 126	72 033	316 159

⁽¹⁾ Les actifs non courants excluent les actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les actifs financiers non courants et les actifs d'impôt différé.

12. Dette à long terme

	Au 31 mars 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Facilité de crédit renouvelable, portant intérêt au taux préférentiel de la banque, au taux des acceptations bancaires ou au taux des prêts au TIOL, sans remboursement du capital requis avant septembre 2021. Le taux d'intérêt moyen pondéré était de 3,75 % à la fin du trimestre ⁽¹⁾	103 335	47 962
Dette à long terme non garantie, portant intérêt à 4,82 % et à 4,64 %, sans remboursement de principal avant décembre 2022, remboursable en 20 versements trimestriels consécutifs égaux, échéant en 2027 ⁽²⁾	50 000	25 000
Facilité de crédit à terme, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,75 %, avec remboursement annuel du capital minimum correspondant à 1/5 du solde initial du prêt de 6 067 \$	1 522	1 861
Prêt du gouvernement ne portant pas intérêt, sans remboursement du capital avant janvier 2018, échéant en 2022	1 900	2 000
Prêt pour l'achat de matériel, échéant entre 2018 à 2022, portant intérêt à des taux variant de 0,5 % à 6,20 %	3 505	3 686
Solde du prix de vente pour l'acquisition d'entreprises, ne portant pas intérêt, échéant en 2018	150	650
Autres	922	2 245
	161 334	83 404
Moins :		
Tranche courante	3 615	5 447
	157 719	77 957

⁽¹⁾ Le 26 février 2018, la Société et sa filiale en propriété exclusive, Logistec USA Inc., ont solidairement conclu une entente de crédit de 150 000 \$ suite à une modification de l'entente de crédit initiale.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2018

Au 31 mars 2018 et au 25 mars 2017, et pour les trimestres clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités et non examinés par l'auditeur indépendant)

Les détails de la facilité de crédit sont les suivants :

- Une facilité de crédit engagée renouvelable de 150 000 \$ (ou l'équivalent en dollars américains) de 42 mois, qui doit être utilisée aux fins des besoins de trésorerie à court et à long terme, à des fins d'investissement et de refinancement de dettes existantes. La facilité peut prendre la forme d'avances directes, d'acceptations bancaires et de lettres de crédit. La facilité de crédit renouvelable vient à échéance en septembre 2021.
- Le taux d'intérêt sur les sommes empruntées en vertu de cette entente est fonction du type de prêt choisi, auquel s'ajoute une marge variant selon le niveau du quotient de la dette à long terme sur le BAIIA⁽ⁱ⁾ de la Société.

⁽²⁾ Le 14 septembre 2017, la Société a conclu une entente additionnelle de prêt non garanti de 50 000 \$.

Les détails de la facilité de prêt sont les suivants :

- Un prêt non garanti de 25 000 \$ contracté le 14 septembre 2017 dans le cadre de l'acquisition d'une filiale. Le prêt vient à échéance dans 10 ans, et porte intérêt à un taux de 4,82 %, payable trimestriellement. Le remboursement commence en décembre 2022 et s'effectuera en 20 versements trimestriels consécutifs égaux de 1 250 \$.
- Un prêt non garanti de 25 000 \$ contracté le 27 février 2018 dans le cadre de l'acquisition d'une filiale. Le prêt vient à échéance en septembre 2027, et porte intérêt à un taux de 4,64 %, payable trimestriellement. Le remboursement commence en décembre 2022 et s'effectuera en 20 versements trimestriels consécutifs égaux de 1 250 \$.

⁽ⁱ⁾ Le BAIIA est une mesure non définie par les IFRS et est la somme du résultat attribuable aux propriétaires de la Société, de la charge d'intérêts, de l'impôt sur le résultat, de la dotation aux amortissements, du remboursement par des clients du placement dans un contrat de service et des pertes de valeur.

L'échéancier de la dette à long terme se détaille comme suit :

	Au 31 mars 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Total des versements de capital requis		
Moins de 1 an	3 615	5 447
Entre 1 et 5 ans	110 219	54 207
Plus de 5 ans	47 500	23 750
	161 334	83 404

LOGISTEC Corporation
360, rue Saint-Jacques
Bureau 1500
Montréal (QC) H2Y 1P5
www.LOGISTEC.com

